

## La hausse des cours du pétrole et leur impact sur l'économie mondiale

Dr. YAGOUBI Mohamed +. TEMAR Toufik

Université de M'sila

<p><b>Résumé</b></p> <p>Les cours du baril de pétrole ont franchi sur le marché de New York les seuils historiques des 147 dollars le 11 juillet 2008. Cette flambée des prix est alimentée par les craintes de pénuries sur les marchés mondiaux en cas d'impossibilité pour les pays producteurs de répondre à la croissance de la demande. La probabilité d'un choc d'offre entretient donc les incertitudes économiques, auxquelles s'ajoutent des événements et des risques également générateurs de fortes incertitudes quant à la stabilité de l'économie mondiale.</p> <p>Il est fort probable que les prix du pétrole vont se maintenir à un niveau élevé; en l'absence de récession de grande envergure qui limiterait la demande mondiale et réduirait le prix du baril.</p> <p>Cette étude a pour objectif de déterminer les facteurs qui alimentent l'augmentation des prix de pétrole sur les marchés mondiaux, et de cerner l'impact de cette flambée des prix sur l'économie mondiale</p>	<p><b>ملخص:</b></p> <p>في 23 جوان 2005، سجلت أسعار النفط رقما قياسيا باجتيازها حاجز 147 دولارا للبرميل. هذا الارتفاع الرهيب في الأسعار غدته المخاوف من ندرة في الأسواق العالمية في حالة عدم قدرة الدول المنتجة على تلبية الطلب المتزايد و المستمر على النفط في الأسواق العالمية.</p> <p>إن احتمال ظهور صدمة في العرض قد نمت التذبذبات الاقتصادية والتي تفاقمت مع الأحداث و المخاطر الناجمة أيضا من زيادة المخاوف من حدوث عدم استقرار في الاقتصاد العالمي. و من المرجح أن أسعار النفط ستحافظ على مستواها المرتفع في غياب ركود اقتصادي حاد يقلص من الطلب العالمي و يخفض سعر النفط.</p> <p>تهدف هذه الدراسة إلى تحديد العوامل التي أدت إلى ارتفاع أسعار النفط في الأسواق العالمية، و آثار هذا الارتفاع على الاقتصاد العالمي.</p>
---	---

### Introduction:

Les cours du baril de pétrole ont franchi sur le marché de new York les seuils historiques des 60 dollars le 23 juin 2005, de 70 dollars le 30 août 2005, et 147 dollars le 11 juillet 2008. Cette flambée des prix est alimentée par les craintes de pénuries sur les marchés mondiaux en cas d'impossibilité pour les pays producteurs de répondre à la croissance de la demande. La probabilité d'un choc d'offre entretient donc les incertitudes économiques, auxquelles s'ajoutent des événements et des

risques également générateurs de fortes incertitudes quant à la stabilité de l'économie mondiale.

Les marchés pétroliers internationaux connaissent d'importantes perturbations depuis la décision prise par l'OPEP en mars 1999 de réduire les quotas de production de ses pays membres. Cette politique de contingentement a effectivement permis au pétrole d'évoluer un temps dans une fourchette de prix comprise entre 22 et 28 dollars le baril. Toutefois, depuis novembre 2003, plusieurs phénomènes économiques et géopolitiques se sont additionnés pour pousser les prix à la hausse. Le prix du baril s'est envolé pour atteindre progressivement puis dépasser les paliers de 30, 40, 50, 60, 70, puis 100 dollars, même si les prix semblaient se stabiliser dans une fourchette comprise entre 60 et 80 dollars le baril depuis 2007.

Dans de telles conditions, il paraît logique de se demander jusqu'où les prix du pétrole peuvent monter. Certains analystes craignent que cette évolution ne soit irréversible. Ils rejoignent d'ailleurs les prévisions alarmistes énoncées en 1956 par le géologue King Hubert, qui affirmait que la production pétrolière mondiale atteindrait son apogée au plus tard en 2000 et qu'après cette date, le monde rentrerait dans l'ère du pétrole cher et l'épuisement progressif de ses ressources en hydrocarbures<sup>1</sup>.

A ces conditions économiques de long terme sur l'évolution de la réserve pétrolière disponible, se sont greffés des facteurs de marché et une modification sensible des équilibres stratégiques internationaux liés à la ressource énergétique. C'est tout particulièrement le cas du Moyen-Orient où se concentrent près de 63% des réserves mondiales, avec la guerre en Irak et des perspectives de conflit liées au dossier nucléaire iranien et aux menaces proférées à l'encontre d'Israël.

Deux séries de facteurs permettent donc d'expliquer les récentes évolutions à la hausse des prix du pétrole: les déséquilibres croissants des marchés pétroliers et la persistance des incertitudes géopolitiques dans certaines régions productrices majeures.

**Si elle se poursuit, cette hausse des cours pourrait bouleverser l'économie mondiale.**

#### **I- Vers une hausse durable des cours du pétrole**

##### **I-1 L'évolution des prix:**

**Il est aujourd'hui probable que les prix du pétrole vont se maintenir à un niveau élevé, en l'absence de choc géopolitique imprévu qui ne ferait qu'accroître la hausse des cours du brut ou récession de grande ampleur limitant la demande mondiale et réduisant le prix du baril. A priori, il n'existe pas de perspective à la baisse avant 2010 si tant est que la reprise des investissements dans le monde du pétrole soit rapide. Les pays consommateurs vont donc très certainement devoir composer avec un prix du baril d'au moins 60, 70, voire 100 dollars.**

**Les annonces faites par l'OPEP en mars 2005 d'un baril à 80 dollars en 2006 et les prévisions alarmistes de la banque américaine Goldman Sachs, qui estimait en avril 2005 que le baril pourrait atteindre les 105 dollars d'ici deux ans, sont aujourd'hui considérées comme crédibles. Certains experts envisagent même des seuils plus élevés. Ainsi, Patrik Artus, économiste à la caisse des dépôts et consignations, évoquait au printemps 2005 une évolution tendancielle des prix sur dix ans allant jusqu'à 380 dollars le baril<sup>ii</sup>. (Annexe1)**

##### **I-2- Les équilibres entre l'offre et la demande:**

**L'offre mondiale est tout à fait insuffisante. Les estimations les plus fiables ont fait état pour 2005 d'une augmentation globale de la production pour les pays membre de l'OPEP d'environ 900000 baril/jour. Cette augmentation toutefois a été en partie annulée par un recul de la production d'environ 400000 baril/jour dans d'autres pays producteurs non membres de l'OPEP comme le Royaume-Uni, la Norvège, la Syrie, la Malaisie ou l'Argentine qui ont d'ores et déjà atteint la limite de leurs capacités de production.**

**La production des pays membre de l'OPEP; pour sa part, s'est limitée à 29,8 millions de baril/jour. Ce qui signifie que l'offre mondiale n'a pas pu croître que de 1,3 millions de baril/jour en 2005. Il devrait en être de même en 2007 à situation géopolitique inchangée<sup>iii</sup>.**

La demande mondiale devrait continuer de croître fortement en 2007 avec une hausse estimée à près de 2 millions de baril/jour par rapport à 2006, si la croissance asiatique ne s'emballer pas.

La différence entre l'offre et la demande pourrait donc être très légèrement déficitaire en 2006 et 2007 à situation identique à celle de 2005, comme le montre le tableau ci-dessous. Si le déficit mondial venait toutefois à s'accroître plus encore en 2006 et 2007, il pourrait provoquer un véritable choc d'offre à l'horizon du second semestre 2007.

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Offre mondiale	74.9	75.9	74.5	76.9	77.2	76.9	79.6	83.0	84.3	85.2
Demande mondiale	73.7	74.3	76.0	76.6	77.3	77.9	79.7	82.4	84.4	85.8
Excédent offre/demandes (en million de baril)	+1.2	+1.6	-1.5	+0.3	-0.1	-1.0	-0.1	+0.6	-0.1	-0.6
Prix du baril (en dollars par baril)	19.3	13.3	18	28.5	24.9	25	28.5	38.3	51/71	55/80

Source; OPEP, AIE, IFP, BP Statistical Review of World Energy, June 2007

Il n'existe pratiquement plus de capacités de production inutilisées. Elles ont été inférieures à un million de baril/jour fin 2005. Cette situation tend à rendre sans objet les annonces de hausse des quotas de production de l'OPEP – sommet des 15-16 mars 2005, conférence de Vienne de 15 juin 2005 (pas de hausse au sommet de Koweït du 12 décembre 2005) pour deux raisons essentielles: d'abord parce que les pays membres de l'OPEP produisent déjà au-delà de leurs quotas (environ 1,8 millions de baril/jour de plus que les quotas fixés à 28 millions de baril/jour), ensuite, parce que toute nouvelle augmentation reste limitée à moyen terme pour des raisons de capacité de production.

L'OPEP ne peut donc pas augmenter significativement sa production et ne souhaite pas porter seule le fardeau de l'investissement – qu'il vienne de compagnies nationales ou internationales- sans garantie que ces investissements soient rentables à long terme. Les pays de l'OPEP gardent en mémoire le contre choc pétrolier de 1985-1986 quand le baril est passé sous la barre de 10 dollars. Ils souhaitent disposer de

garanties de prix durables. La plupart des membres de l'OPEP souhaitent un baril vendu entre 45 et 55 dollars et ils ne voient pas de raison d'augmenter leur production si ces investissements se traduisent par une baisse des prix. Aujourd'hui, l'inquiétude pointe malgré tout, car la perspective d'une récession mondiale, conduisant à une baisse de la demande, ferait revenir le prix du baril à des niveaux inférieurs à 30 dollars –une perspective évoquée par la banque américaine Morgan Stanley -. Si les tendances actuelles se poursuivent, l'écart entre l'offre et la demande devrait déboucher sur une hausse des prix confirmant l'hypothèse avancée par l'OPEP d'un baril à 80 dollars, voire à 120 dollars, au premier semestre 2008<sup>iv</sup>.

### **I-3- la faiblesse des investissements:**

Ces problèmes d'insuffisance de l'offre s'expliquent pour partie par la faiblesse des investissements. Il étaient d'ores et déjà considérés comme insuffisants avant 2001, mais les opérations de fusion-acquisition engagées dans l'industrie pétrolière entre 1998 et 2003 avaient été largement rendues responsables de ce phénomène.

Les incertitudes économiques et géopolitiques consécutives aux événements du 11 septembre 2001 et à la guerre en Irak sont encore venues réduire le volume des investissements pétroliers à travers le monde, alors même que les compagnies pétrolières comme EXXON ou BP n'ont jamais autant de liquidités à leur disposition.

Les compagnies pétrolières comme PEMEX (Mexique), PDVSA (Venezuela) ou KPC (Koweït), appartenant aux pays producteurs, ont encore moins investi que les compagnies pétrolières internationales. De surcroît, de nombreux pays producteurs refusent d'ouvrir leur exploitation aux compagnies étrangères pour des raisons d'indépendance nationale.

Or, même si ceux-ci ont repris en 2006 et 2007, des investissements massifs seraient aujourd'hui nécessaires pour relancer l'offre pétrolière mondiale, même si certains pays, à l'instar de la Libye ou l'Arabie Saoudite, font actuellement des efforts pour augmenter leur production,

ceux-ci restent insuffisants par rapport à l'évolution de la demande mondiale<sup>v</sup>.

## **II-Les incertitudes géopolitiques**

### **II-1-les incertitudes liées à l'Iran**

Malgré les pressions internationales, l'Iran entend ne pas renoncer à son programme nucléaire car, symbole d'orgueil national, il correspond aussi à un besoin de sécurité par rapport aux voisins et une volonté de diversification ; même si le pays dispose de 110 années de réserves prouvées.

L'Iran justifie d'ailleurs son programme nucléaire civil par la nécessité de protéger la ressource financière que constituent les réserves de gaz et de pétrole.

Les rumeurs d'attaque contre l'Iran, fréquentes au Etats-Unis en 2002, sont désormais moins courantes, car susceptibles d'entraîner un embrasement des marchés énergétiques mondiaux du gaz et du pétrole, l'Iran possède 12% des réserves pétrolières mondiales et 15% des réserves gazières.

Ce bras de fer entre l'Iran et les occidentaux conduit Téhéran à vouloir sanctionner les pays occidentaux en cas d'échec des négociations sur le nucléaire ou de menace possible sur leur sécurité, en retirant leur production des marchés internationaux en tout ou partie pour une période déterminée.

En l'absence de capacités de production excédentaires, le retrait de 2 millions de barils par jour iraniens des marchés mondiaux se traduirait par une flambée brutale des prix du baril et de probables perturbations économiques et sociales en Occident. La chine, qui construit actuellement des usines de liquéfaction de charbon et constitue des stocks stratégiques, a bien compris ce risque.

L'Iran a les moyens d'un tel chantage, car la part des hydrocarbures dans son économie reste limitée (15% du PNB) et réduite au budget de l'Etat. L'existence de réserves en devises d'au moins 75 milliards de dollars permettrait par ailleurs de limiter pour un temps l'absence de revenus tirés de l'exportation de gaz et de pétrole<sup>vi</sup>.

## **II-2-L'évolution du Moyen-Orient**

**L'Irak, qui détient 11% des réserves mondiales, est potentiellement appelé à rester un acteur majeur du marché mondial pétrolier en cas de redémarrage de l'exportation et de la production. Néanmoins, la production pétrolière irakienne stagne à 1,8 million de baril par jour. L'état des infrastructures pétrolières et les attentats dont elles font l'objet rendent l'objectif de 03 millions de baril par jour peu crédible à court et à moyen terme. Le retour à un niveau de production plus élevé dépend avant tout de paramètres sécuritaires et de lourds investissements.**

**En cas de retour à une situation normalisée, les capacités de production de l'Irak sont estimées à 07 millions de baril par jour. A titre de comparaison, l'Arabie saoudite produit actuellement plus de 10 millions de baril par jour. Toutefois, l'Irak ne pourrait atteindre ce niveau qu'en 2012, à la suite d'une remise en état général de ses sites de production et de certitude que les travaux de modernisation commencent aujourd'hui. Or, l'absence de certitude quant à l'arrêt des combats rend toute prévision de production hasardeuse, l'Irak ne peut donc contribuer à court ou moyen terme à réduire les tensions sur les marchés pétroliers mondiaux. Par ailleurs, si un renversement du régime saoudien est peu probable à court terme, une attaque contre l'Iran risquerait d'accroître les actions de rébellion dans la région.**

**Les conséquences en seraient un ralentissement de la production, une augmentation des primes d'assurance pour les navires pétroliers et une perturbation certaine du trafic dans le golfe Arabo-persique et dans le détroit d'Ormuz.**

## **II-3-les incertitudes liées à la chine**

**En 2004, la chine est devenue pour la première fois le deuxième pays consommateur de pétrole au monde devançant de peu le Japon. En 2020, elle devrait devenir le premier importateur mondial de pétrole avec 250 millions de tonnes par an (contre 100 millions de tonnes en 2005). La Chine devrait être la variable d'ajustement des deux prochaines années pour l'équilibre des marchés pétroliers mondiaux**

comme pour la géopolitique pétrolière mondiale. En effet, de la croissance économique chinoise devraient dépendre au moins 40% de la croissance de la demande mondiale du pétrole. La croissance économique chinoise s'est maintenue à 9,8% en 2006. Il pourrait en être de même en 2007, sauf ralentissement économique imprévu.

L'ampleur de la croissance chinoise pourrait donc avoir pour conséquence d'accélérer les déséquilibres sur les marchés énergétiques mondiaux.

Pour réduire sa dépendance énergétique extérieure et faire face à un éventuel choc d'offre à l'horizon 2008 et 2009, la Chine a décidé de réagir. Elle a très récemment créé une agence chargée de coordonner les acteurs chinois ; compagnies d'énergies, ministères, entreprises, banques, assurances, forces armées, ....etc. concernés par les questions énergétiques pour faire face plus efficacement à la raréfaction probable de la ressource pétrolière à l'horizon 2015. La Chine a également décidé en 2003 de constituer des stocks stratégiques à l'exemple des Etats-Unis. Ces stocks ont atteint 10 millions de tonnes en 2005 (soit 30 jours de consommation) et 22 millions de tonnes en 2010 (soit 70 à 75 jours de consommation).

La Chine cherche également à signer des contrats avec différents pays producteurs pour se garantir une sécurité d'approvisionnement minimale, même si, du fait de la nature du marché pétrolier mondial, la mise en œuvre de tels contrats paraît extrêmement hypothétique. Les pays producteurs ont en effet plus intérêt à vendre leur production sur le marché mondial plutôt que de se lier avec un client unique. La Chine s'est aussi lancée dans un vaste programme d'investissement avec l'adoption d'une loi sur les énergies renouvelables, la construction d'usines de liquéfaction du charbon, elle détient les premières réserves de charbons mondiaux, et le lancement prochain de la construction d'un parc nucléaire très ambitieux.

#### **II-4-la situation critique : le cas des Etats-Unis**

Les Etats-Unis est à la fois le premier des pays historiquement producteurs (1859) et le premier consommateur mondial de pétrole. Les

premières capitalisations du New York Stock Exchange appartiennent au secteur pétrolier (Exxon Mobil, Chevron Texaco, Conoco Philips, Unocal). La société américaine contemporaine est liée à l'utilisation massive de l'automobile et de l'avion (28% d'énergie consommée aux Etats-Unis concerne le secteur des transports).

Mais les Etats-Unis ont aussi connu une hausse continue de leur dépendance extérieure au cours du XX siècle. Ils sont passés d'un taux de couverture de 150% de leur consommation énergétique en 1920 à 74% aujourd'hui. La balance énergétique générale des Etats-Unis est négative : ils produisent 19% de l'énergie mondiale mais en consomment 25%. Leur déficit pétrolier remonte à 1948. En 2006, ils ne couvraient que 41% de leurs besoins et 15% du pétrole consommé venaient du Moyen-Orient (ils couvrent 82% de leurs besoins gaziers et le secteur charbonnier reste excédentaire).

Les Etats-Unis traversent une crise énergétique majeure, constatée en 2001 par le rapport Cheney et confirmée en 2005 par l'Energy Policy Act. Elle est considérée comme la plus grave depuis les chocs pétroliers de 1973 et 1979. Or, la consommation est en forte hausse depuis dix ans. D'ici 2020, la consommation de pétrole, de gaz et d'électricité devrait y croître respectivement de 33%, 45% et 50%.

La hausse continue de cette dépendance inquiète les autorités américaines qui perçoivent la situation comme un nouveau grand jeu entre trois mondes : Occident, Chine, les autres. Le département de la défense élabore des scénarios guerriers pour faire face aux nouvelles menaces. Ils mettent en œuvre de nouvelles stratégies pour contrôler le Moyen-Orient. Cette approche explique partiellement l'importance du dossier irakien à Washington et le maintien de dépenses élevées pour garantir la sécurité du pays. Ces dépenses, atteignent une moyenne de 06 milliards de dollars par mois depuis 2004, et contribuent fortement à la persistance d'un déficit budgétaire élevé de 413 milliards de dollars en 2004 et plus de 300 milliards de dollars en 2005. Le déficit devrait toutefois se creuser de nouveau en 2006 pour faire face au coût de la reconstitution lié au passage des cyclones Katrina et Rita. A titre

d'illustration le cyclone Katrina a entraîné l'arrêt de 30% de capacité de raffinage et il a contraint les 26 pays membres de l'AIE à ouvrir leurs réserves stratégiques à hauteur de 60 millions de baril sur un mois en septembre 2005 pour limiter la hausse des cours de brut sur les marchés internationaux<sup>vii</sup>.

A l'avenir et en situation de pénurie énergétique mondiale, la politique américaine pourrait se tendre pour faire face au péril chinois et à l'arrivée de nouveaux entrants asiatiques comme l'Inde.

#### **II-5-des incertitudes liées à la Russie**

Le sommet entre la Russie et l'Union européenne des 3 et 4 octobre 2005 a montré toute l'importance que prenaient les questions énergétiques dans la stratégie internationale de puissance de la Russie. De fait, ce pays détient 6 à 7% des réserves pétrolières mondiales et 25% de celles de gaz naturel. La Russie fournit près de 50% du gaz naturel et 20% du pétrole consommés dans l'union européenne. Ces proportions pourraient même augmenter si une nouvelle crise géopolitique survenait dans les prochaines années au Moyen-Orient ou dans toute autre zone majeure de production et si l'Europe était contrainte de réduire ses importations en provenance de pays tiers comme l'Iran ou le Venezuela.

Le pouvoir russe ne manque pas d'utiliser le pétrole comme un moyen de pression sur les Etats clients de son pétrole, en fonction de ses objectifs de politique internationale. Les pays consommateurs, au premier rang desquels se trouvent les européens, craignent que la Russie utilise de plus en plus la menace d'une pénurie énergétique organisée pour pousser ses intérêts et renforcer son influence dans l'espace postsoviétique.

### **III-Les conséquences sur l'économie mondiale**

#### **III-1-l'éventualité d'un choc d'offre**

L'éventualité d'un choc d'offre, c'est-à-dire d'une offre insuffisante, devrait avoir des conséquences économiques sociales et politiques de grande envergure à l'échelle mondiale. Les pays les plus touchés par un

choc d'offre seraient ceux qui ont le moins diversifié leur offre énergétique. En Europe, c'est notamment le cas de l'Italie, très dépendante des importations d'hydrocarbures ou des pays récemment admis dans l'union européenne comme les pays baltes ou la Hongrie.

Pour évaluer cette vulnérabilité, deux critères doivent être retenus : la capacité budgétaire des Etats à surmonter un choc énergétique- marge des manœuvres budgétaires, niveau de l'endettement public, service de la dette, montant du déficit budgétaire- et la structure de la consommation énergétique – pourcentage des hydrocarbures dans le bilan énergétique global, niveau de consommation, marge de manœuvre permettant une réduction de la consommation énergétique. A cet égard, la France et l'Allemagne ne sont pas très bien placées pour amortir dans les meilleures conditions un choc d'offre, même si en France la place importante de l'énergie nucléaire limite la dépendance énergétique extérieure de ce pays<sup>viii</sup>. (Annexe 2)

Des conséquences macroéconomiques dévastatrices seraient possibles -hausse du chômage, réduction des investissements, reprise de l'inflation, aggravation des déficits extérieurs, moins-values fiscales liées à un ralentissement de l'activité, faible croissance, voire récession- et pourraient conduire en Europe à des conséquences néfastes : fragilisation de l'euro, accentuation des déficits publics, en particulier pour les pays qui n'ont pas apuré leurs dettes publiques (Italie, Allemagne, France) ; crise sociale (mouvements sociaux comme les grèves et obligation d'accroître les prestations sociales pour compenser les effets de la dégradation de la situation économique) doublée d'incertitudes politiques, en Europe comme aux Etats Unis<sup>ix</sup>. (Annexe 3)

### III-2- la modification des équilibres macroéconomiques mondiaux

Les réactions seront très différentes en fonction de l'état de développement des pays concernés et de leurs statut de producteur et / ou de consommateur. Les pays les plus développés et consommateurs devront probablement relancer une politique de diversification de leur

**offre énergétique, accordant plus de place au nucléaire et une politique de réduction de la demande.**

**Les pays émergents seront certainement les plus touchés à double titre : leur forte insertion récente dans l'économie mondiale les rend plus fragiles à l'égard des chocs économiques internationaux. C'est partiellement vrai des pays d'Amérique latine comme le Brésil ou le Chili, et ils sont le plus souvent de gros importateurs d'hydrocarbures. (Annexe 4)**

**Les pays les plus pauvres, faibles consommateurs d'énergie, verront leur situation stagner. En fait, seuls certains pays producteurs pourraient tirer bénéfice d'une hausse du coût de l'énergie, à condition que le prix du baril ne s'effondre à la faveur d'une récession mondiale.**

**Conclusion :**

**Les perspectives de nouvelle hausse des cours du brut n'incitent pas à l'optimisme. Quatre conditions permettraient de limiter cette poussée inflationniste du baril :**

- **L'augmentation très significative des investissements énergétiques à travers le monde: nucléaire, énergies fossiles (gaz, pétrole, charbon) ou énergies renouvelables, pour diversifier l'offre ;**
- **La modification très significative des comportements énergétiques des pays développés, nouvelles règles de construction en faveur de bâtiments moins consommateurs, recherche de substituts à certains produits comme les plastiques ; et de certains pays émergents, la Chine et l'Inde en tête ;**
- **L'apaisement des tensions au Moyen-Orient, première région productrice de pétrole du monde.**
- **Une récession mondiale imprévue qui aurait pour conséquence l'effondrement des cours du pétrole et l'accélération des déséquilibres sur les marchés énergétiques mondiaux.**

#### ANNEXES

**Annex1: Comment ont été utilisées les recettes supplémentaires tirées de l'exploitation de pétrole, 2003-2005 (année de référence; 2002, en %)**

## La hausse des cours du pétrole et leur impact sur l'économie mondiale

Dr. YAGOUBI Mohamed +. TEMAR Toufik

	Augmentation du PIB liée à l'exportation du pétrole (1)	Utilisation (2)					
		Exportation nette	Investissement public	Investissement privé	Variation des stocks	Consommation publique	Consommation privée (3)
Algérie	18.3	15.0	3.8	2.7	-1.0	1.0	-3.2
Azerbaïdjan	7.0	-12.8	-0.5	18.7	0.0	-3.9	5.6
Sultanat de Bahreïn	2.2	6.5	-3.1	8.3	2.6	-1.2	-3.6
Iran	5.4	2.7	-0.5	2.9	-3.5	-1.5	-1.5
Kazakhstan	15.4	12.9	-7.5	9.4	2.4	2.5	0.5
Koweït	54.0	49.0	3.2	3.8	0.0	-0.3	-1.8
Libye	141.0	116.9	23.6	...	...	18.8	...
Sultanat d'Oman	9.7	-4.2	7.7	2.3	0.0	-0.8	4.7
Qatar	43.9	63.5	6.5	-6.0	1.5	0.8	-19.4
Arabie Saoudite	32.9	27.3	4.2	-1.0	-0.2	0.7	0.4
Emirats Arabes Unis	17.0	16.2	-0.7	1.6	0.4	-2.5	2.5
Moyenne (4)	20.6	17.6	1.3	4.4	0.2	-0.5	-1.6
En pourcentage de l'augmentation du PIB tirée des exportations de pétrole		85.5	6.4	21.1	1.0	-2.4	-7.6

- (1) L'augmentation du PIB liée aux exportations de pétrole est la différence entre le rapport du PIB pétrole inclus et Pib hors pétrole sur la période 2003-2005 et sa valeur à l'année de référence.
- (2) Définie comme la différence entre le poids de chaque composante du PIB (en % du PIB hors pétrole) sur 2003-2005 et le poids de chaque composante année de référence.
- (3) Résidu, erreurs inclus.
- (4) A l'exception de la Libye.

Source: estimations et projections du FMI.

### Annexe2: Indicateurs d'exposition à un choc pétrolier

(année 2003, en baril/jour par million de dollars de 1999)

	Etats-Unis	France	Allemagne	Italie	Royaume-Uni	Japon
Dépendance énergétique (volume des importations nettes de pétrole rapporté au PIB en PPA)	1.11	1.25	1.19	1.14	-0.40	1.65
Intensité énergétique (consommation de pétrole rapporté au PIB en PPA)	1.98	1.33	1.27	1.32	1.09	1.63

Note: les importations nettes comprennent le pétrole brut et les produits raffinés

Source: AIE, Groningen Growth and Development Center (pour les PIB PPA), calculs DGTPE.

### Annexe 3: Les effets macroéconomiques d'une hausse du prix du pétrole de 10 dollars

Année	Politique monétaire	Etats-Unis				Zone euro				Japon			
		Niveau du PIB		Inflation		Niveau du PIB		Inflation		Niveau du PIB		Inflation	
		1	2	1	2	1	2	1	2	1	2	1	2
OCDE (2001)	Taux réels fixes	-0.2	-0.2	0.4	0.2	-0.3	-0.2	0.5	0.2	-0.3	-0.2	0.3	0.0
FMI (2000)	Ciblage de l'inflation sous-jacente	-0.6	-0.8	1.6	1	-0.4	-0.7	1.4	1	-0.2	-0.4	0.6	0.4

Note: Les résultats indiquent l'écart par rapport à un scénario de référence.

Source: (1) FMI (2000), "The impact of higher oil prices on the global Economy",

(2) Dalsgaard et al (2001), "standard shocks in the OECD interlink model", document de travail N° 306, calculs DGTPE.

**Annexe 4: Perspectives macroéconomiques de pays ou régions en développement suite à une augmentation durable du prix du pétrole, estimées un an après la hausse**

	PIB réel	Inflation	Solde de la balance commerciale (% du PIB)
Asie	-0.8	1.4	-1.0
Chine	-0.8	0.8	-0.6
Inde	-1.0	2.6	-1.2
Malaisie	-0.4	2.0	0.0
Philippines	-1.6	1.6	-2.0
Thaïlande	-1.8	0.8	-3.0
Amérique latine (1)	-0.2	1.2	0.0
Argentine	-0.4	0.2	0.2
Bésil	-0.4	2.0	-0.4
Chili	-0.4	2.0	-1.4
Pays les moins avancés très endettés	-1.6	n.a	n.a

(1) Y compris le Mexique

(2) Suivant la définition de la banque mondiale et du FMI, la plupart sont des pays africains sub-sahariens.  
Source: AIE, d'après une analyse du FMI 2007.

**Références bibliographiques**

- <sup>i</sup> – Alba P. et Recho O. (2004), «Une nouvelle approche de peak oil», Revue de l'énergie, N°561, novembre.
- <sup>ii</sup> – Bird F. et Chevalier J.M. (2005), «prospectives énergétiques mondiales à 2030: où mènent les tendances? », Revue de l'énergie, N°564, mars – avril.
- <sup>iii</sup> – Boussena S. (2004), «Stabilité du marché pétrolier: que peut faire l'OPEP? », Pétrole et gaz arab, Vd. Xxxvi, N°853.
- <sup>iv</sup> – FMI (2006), perspectives de l'économie mondiale, Chapitre II «Cours du pétrole et déséquilibres mondiaux», avril 2006.
- <sup>v</sup> – Stepph Reach (2005), «The case for the missing petrodollar», Global economic forum, 28 November.
- <sup>vi</sup> –The economist (2006), « Money to born, why oil exporters enormous surpluses may last longer this time », Economic focus, 22 avril.
- <sup>vii</sup> – Problèmes économiques, N°2812 (2003), « la politique pétrolière américaine : une dépendance acceptée et assumée ».
- <sup>viii</sup> –Problèmes économiques, N°2861 (2004), « quelle relation entre la hausse des prix du pétrole et les récessions? », (FMI Bulletin, 25 août 2004).

<sup>ix</sup> -Problèmes économiques, N°2889 (2005), «les économies de l'OCDE sont-elles toujours sensibles à un choc pétrolier? », (Diagnostics, prévisions et analyses économiques, N°54, novembre 2004).